

Les élus FO Énergie et Mines, réunis du 4 au 6 juin 2024 à Strasbourg, s'inscrivent dans la continuité des luttes menées par la fédération pour les intérêts individuels et collectifs des personnels actifs et des pensionnés des Industries Electriques et Gazières, des usagers de l'énergie, et pour un avenir énergétique durable, juste et solidaire.

Le contexte est marqué par :

- L'urgence climatique et environnementale, qui impose une transition énergétique ambitieuse, respectueuse des populations et des territoires.
- Les attaques constantes contre le service public de l'énergie.
- La spéculation sur l'énergie.
- L'augmentation des prix de l'énergie qui frappe durement les usagers.

Dans ce contexte, FO Énergie et Mines réaffirme ses revendications et son engagement pour :

### **1. Un Pôle public nationalisé de l'énergie décarbonée**

La loi BRUN adoptée en ce début d'année est un premier pas dans l'opposition culturelle entre le Service public de l'énergie et le marché libéralisé de l'énergie. Ce dernier a conduit à une ouverture à la concurrence ayant induit des augmentations tarifaires sans précédent, à la recherche de la maximisation des profits et à l'accentuation de la précarité énergétique alors que l'énergie est un bien essentiel.

FO Énergie et Mines regrette la suppression de l'alinéa actant Enedis détenu à 100 % par EDF. Cela laisse la possibilité à l'État d'ouvrir le capital d'Enedis sans la retirer du groupe EDF. FO Énergie et Mines continuera à se battre pour sa réintégration.

Si ce texte permet de freiner les projets de démantèlement d'EDF, les élus FO Énergie et Mines demandent le retour sous contrôle public du secteur de l'énergie. Ainsi, FO Énergie et Mines revendique les renationalisations d'EDF et ENGIE qui permettront la création du Pôle public nationalisé de l'énergie décarbonée.

Celui-ci contribuera ainsi à la transition énergétique de la France et à sa souveraineté pour :

- Sécuriser l'approvisionnement énergétique du pays en s'appuyant sur des sources d'énergie nationales bas carbone, comme le nucléaire, l'hydraulique, le biogaz, les énergies renouvelables et l'hydrogène renouvelable.

- Maîtriser les prix de l'énergie pour les consommateurs en évitant les fluctuations du marché et en garantissant un accès abordable à l'énergie pour tous.
- Favoriser une gestion écologique de la transition énergétique en prenant en compte la protection de l'environnement et la biodiversité.
- Conserver le système de la péréquation tarifaire.
- Rétablir tous les Tarifs Réglementés de Vente.

## **2. Droits des salariés de l'énergie**

FO Énergie et Mines exige le respect des garanties statutaires et conventionnelles, pour protéger les droits et les acquis des salariés des Industries Electriques et Gazières.

Dans un contexte en perpétuelle évolution, des droits nouveaux doivent voir le jour afin de répondre aux évolutions sociétales.

Nous revendiquons le développement de la formation professionnelle afin de permettre aux salariés de s'adapter aux évolutions du secteur de l'énergie dans le cadre de la transition énergétique.

L'expertise des salariés de l'énergie doit être reconnue par la mise en place de politiques RH innovantes comme le développement du mécénat de compétences.

FO Énergie et Mines revendique l'emploi statutaire en France. Nous exigeons l'arrêt de l'externalisation des activités sous toutes ses formes.

## **3. Le pouvoir d'achat**

FO Énergie et Mines exige des négociations salariales de Branche et d'entreprise qui prennent enfin en compte l'inflation et les retards cumulés ces dernières années.

Les élus FO Énergie et Mines revendiquent une meilleure redistribution des richesses générées par le travail et l'implication des salariés de l'énergie.

Dans le cadre des négociations en cours au niveau de la Branche sur notre système de rémunération, FO Énergie et Mines revendique entre autres :

- L'indexation du Salaire National de Base sur le SMIC.
- Un minima d'augmentation individuelle de 2,5 %
- Un minima de Branche à 2000 € Brut
- La mise en place d'un quatorzième mois

Les dernières négociations salariales ont souligné des inégalités significatives de traitement d'une entreprise à l'autre, et ce parfois au sein d'un même groupe. Nous devons lutter pour les harmoniser par le haut.

FO Énergie et Mines exige également une revalorisation du niveau des pensions des retraités afin de supprimer l'impact de l'inflation et la perte de leur pouvoir d'achat.

#### **4. Les Retraites**

Les élus FO Énergie et Mines exigent l'abrogation de la dernière réforme des retraites et ses conséquences sur notre régime des IEG.

Dans le cadre actuel de la loi, les élus FO Énergie et Mines s'engagent à tout mettre en œuvre pour garantir le maintien de la continuité d'affiliation pour l'ensemble des salariés en cas d'absences pour lesquelles les cotisations vieillesse sont suspendues, de mobilité volontaire sécurisée ou de détachement à l'étranger.

Les élus FO Énergie et Mines s'engagent pleinement à agir lors des négociations d'entreprise pour atténuer les conséquences de cette réforme brutale et injustifiée sur les salariés.

#### **5. Activités sociales**

Les élus FO Énergie et Mines dénoncent la gestion des activités sociales passée et actuelle.

Ils apportent tout leur soutien aux salariés de la restauration méridienne à la CCAS sous le coup d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Les élus FO Énergie et Mines dénoncent la manipulation subie par l'ensemble du personnel par la direction de la CCAS.

Afin d'éviter leur rattachement vers des Comités d'Entreprises par entreprises, il est urgent que les activités sociales répondent aux attentes fortes des ouvriers et de leur famille en renforçant la proximité.

Le patrimoine immobilier doit être valorisé et optimisé.

L'offre concernant les activités de loisirs, culturelles et sportives doit être diversifiée. L'action sanitaire et sociale doit permettre d'offrir des solutions pour tous.

Afin de limiter les coûts de gestion, la CCAS doit rechercher des collaborations avec des partenaires expérimentés dans les domaines où ses compétences sont limitées.

**En conclusion de ses travaux, FO Énergie et Mines mettra tout en œuvre afin de défendre le service public de l'énergie, d'améliorer les droits des salariés, d'assurer un avenir énergétique durable, juste et solidaire.**